

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/26

22 novembre 1995

(95-3797)

CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES
1er décembre 1995

JAMAÏQUE - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXVI

Projet de décision portant prorogation de délai

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 20 août 1993¹, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 pour permettre au gouvernement jamaïcain de mettre en oeuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé) et de procéder ultérieurement à des négociations;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée à la Jamaïque a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1995²;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995³, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à la Jamaïque pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXVI;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

Notant que la documentation se rapportant à la transposition de la Liste de la Jamaïque dans la nomenclature du Système harmonisé a été présentée le 29 septembre 1995 et distribuée le 6 octobre 1995 sous couvert du document G/SECRET/HS/5;

./.

¹L/7291.

²WT/L/83.

³WT/L/3 + Corr.1.

Notant que le délai de 90 jours dans lequel les demandes de consultations ou de négociations avec la Jamaïque doivent être présentées n'est pas arrivé à expiration et que, s'il reçoit de telles demandes, le gouvernement jamaïcain aura des difficultés à procéder aux consultations et à les mener à terme avant le 31 décembre 1995;

Considérant que le gouvernement jamaïcain, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé une nouvelle prorogation, jusqu'au 30 juin 1996⁴, de la dérogation qui lui a été accordée;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 30 juin 1996 la dérogation accordée à la Jamaïque par Décision du 20 août 1993.

⁴G/L/45.